

Les conséquences de l'invasion de l'Ukraine, par la Russie, pour l'approvisionnement de l'Afrique en blé

Par Henri-Louis Védie

PB - 23/22

L'invasion, par la Russie, de l'Ukraine, grenier à blé de la mer Noire, impacte lourdement le marché mondial de cette denrée, en premier lieu les principaux pays/clients importateurs des deux belligérants. L'objet de cette étude est d'analyser les conséquences de cette guerre pour l'Afrique, continent où le pain est un aliment de base. Ce qui nous conduit, tout d'abord, à rappeler les données générales de ce marché, avec une Russie et une Ukraine respectivement au premier et cinquième rangs mondiaux des pays exportateurs, avec une Union européenne (UE) qui, suite à ce conflit, apparaît être une alternative plus crédible que celle américano/canadienne, compte tenu de sa proximité avec les pays concernés directement par les conséquences de cette crise. L'analyse, ensuite, des pays les plus dépendants du blé russe et ukrainien montre l'importance de cette dépendance africaine, avec 16 pays regroupant 40% de la population du continent, qui en dépendent à hauteur de 56% et plus. A ces 16 pays il faut ajouter les pays qui ont une dépendance inférieure à 56%. L'Algérie, le Maroc et le Nigeria. Ces trois derniers pays qui ont su diversifier leurs approvisionnements.

Mais, quelle que soit la source d'approvisionnement, tous les pays vont devoir faire face, à court terme, aux conséquences de cette crise, pour garantir leur approvisionnement en blé et assumer des records du prix du blé, amplifiant une hausse déjà amorcée avant la guerre en Ukraine.

INTRODUCTION

L'invasion, par la Russie, de l'Ukraine, grenier à blé de la mer Noire, ne pouvait qu'impacter lourdement le marché mondial du blé, dont les deux belligérants sont des poids lourds. L'objet de cette étude est d'analyser les conséquences de cette guerre pour le continent africain, particulièrement dépendant des exportations de blé russe et ukrainien qui, ensemble, représentent en 2021 29% des exportations mondiales de blé. Ce qui nous conduira à rappeler les données générales, côtés production et exportation de ce marché (I), pour ensuite préciser quels sont les 26 pays les plus dépendants, dans leur approvisionnement, du blé russe et ukrainien, et quels sont, parmi eux, les pays africains les plus impactés (II). Enfin, en conclusion, nous étudierons les conséquences de cette guerre pour l'Afrique en termes de production et de prix du blé.

I. DONNÉES GÉNÉRALES DU MARCHÉ MONDIAL DE LA PRODUCTION DE BLÉ

A. Les principaux pays producteurs. (2017-2021): données et analyse

1. Les données

Le tableau 1, ci-dessous, regroupe les douze pays et /ou communauté de pays qui sont les premiers producteurs de blé de la planète. L'unité est le millier de tonne /Mt/. Les productions sont celles d'avant l'invasion, et concernent quatre campagnes : 2017/2018 ; 2018/2019 ; 2019/2020 et 2020/2021. Ce qui permet de mettre en évidence une moyenne de production pour chaque pays, concernant la période 2017-2021.

Tableau 1 :

Les principaux pays producteurs de blé (2017-2021).

PAYS	2017/2018	2018/2019	2019/2020	2020/2021	MOYENNE
Chine	129 770	133 590	133 590	134 250	132 800
Union européenne	136 681	123 124	138 741	126 930	131 369
Inde	98 510	99 870	103 600	107 860	102 460
Russie	84 992	71 685	73 610	85 354	78 910
Etats-Unis	47 371	51 306	52 581	49 751	50 252
Canada	30 000	32 670	32 670	35 183	32 630
Ukraine	26 981	25 057	29 171	25 240	26 612
Pakistan	26 674	25 067	24 349	24 496	25 146
Australie	21 300	17 598	14 480	33 300	21 669
Turquie	21 000	19 000	17 500	18 250	18 937
Argentine	18 500	19 500	19 780	17 640	18 855
Iran	14 000	14 500	16 800	15 000	15 075

Source: Statistica research. Department. Production exprimée en millier de tonnes.

2. Analyse des données

L'analyse de ces données confirme, tout d'abord, l'irrégularité de la production, campagne après campagne, conséquence principalement de conditions climatiques aléatoires et changeantes. Pour autant, cette irrégularité ne remet pas en cause le classement pays de la campagne 2017/2018, semblable à celui établi à partir de la moyenne arithmétique de la production pays/pays des quatre campagnes retenues dans le cadre de cette analyse.

Ce classement, établi à partir de cette moyenne arithmétique, met en évidence le leadership de la production mondiale de la Chine, de l'UE et, à un degré moindre, de l'Inde, avec des productions annuelles allant de 107 à 134 millions de tonnes. Il montre, également, la contribution importante des Etats-Unis, du Canada, de l'Australie, de l'Ukraine, du Pakistan, mais aussi de l'Argentine, compte tenu de sa population sensiblement égale à celle de l'Ukraine. Ce qui n'est pas le cas de la Turquie et de l'Iran, aux populations sensiblement égales à deux fois celle de l'Ukraine.

La prise en compte de la démographie de ces douze Etats permet de distinguer les pays en capacité exportatrice de blé de ceux qui ne le sont pas. Au nombre de 7, ce sont par ordre d'importance : l'Union européenne, la Russie, les Etats-Unis, le Canada, l'Australie, l'Ukraine et l'Argentine.

B. Les principaux pays exportateurs de blé en 2020

Le tableau 2, ci-dessous, regroupe les huit premiers pays exportateurs de blé de la planète en 2020, par ordre d'importance.

Tableau 2 :

PAYS	EXPORTATIONS MILLIONS DE TONNES
Russie	37,3
Etats-Unis	26,1
Canada	26,1
France	19,8
Ukraine	18,1
Australie	10,4
Argentine	10,2
Allemagne	9,3

Source : UN comtrade Database

Ce tableau confirme les conclusions précédentes, à savoir un marché de l'exportation de blé à huit acteurs dominants. Trois d'entre eux, la Russie, les Etats-Unis et le Canada dépassent les 26 millions de tonnes, atteignant les 37,3 millions pour la Russie. Suivent la France et

l'Ukraine, avec respectivement 19,8 et 18,1 millions de tonnes, puis l'Australie, l'Argentine, au-dessus de 10 millions de tonnes, et l'Allemagne avec 9,3 millions de tonnes.

L'UE, avec les deux contributions de la France et de l'Allemagne, se situe au deuxième rang avec 29,1 millions de tonnes, devant les Etats-Unis et le Canada.

Sur les 157,3 millions de tonnes de blé exportés en 2020, 23,7% sont russes, 11,5% sont ukrainiens, 19% proviennent de l'UE. La Russie et l'Ukraine représentent donc 35% des exportations mondiales de blé. Enfin, l'UE à deux (France et Allemagne) représente 12,5 % de ces importations.¹

Ces différentes données montrent le rôle clé de la Russie et de l'Ukraine sur le marché mondial du blé, étant respectivement au premier et cinquième rangs mondiaux de ces exportations. Face à la crise, l'UE est une alternative plus crédible que l'américano/canadienne ou encore l'argentino/australienne, compte tenu de sa proximité avec les pays concernés directement par les conséquences de l'invasion russe de l'Ukraine.

II. LES PAYS LES PLUS DÉPENDANTS DU BLÉ RUSSE ET UKRAINIEN EN 2021

Une étude de la FAO (l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture), publiée avant l'invasion russe de l'Ukraine, regroupe les 26 pays les plus dépendants du blé russe et ukrainien. L'analyse de ces données permet de les identifier et de connaître les pays africains les plus dépendants.

A. Vingt-six pays, tous continents confondus, dépendent à plus de 55% de la Russie et de l'Ukraine pour leur approvisionnement en blé

Le tableau 3 regroupe ces pays, précisant leurs populations respectives et leur degré de dépendance de la Russie et de l'Ukraine pour ce qui est du blé.

1. Si on prend l'ensemble des pays membres de l'UE, les exportations de blé de l'Union sont estimées à 36 millions de tonnes en 2020, situant l'UE au deuxième rang mondial. Si, maintenant, on prend comme référence l'année 2021, l'UE, avec 37,5 millions de tonnes, devancerait la Russie (35 millions de tonnes).

Tableau 3 :

Les pays les plus dépendants, en %, pour leurs importations de blé russe et ukrainien.

PAYS/POPULATION	DÉPENDANCE RUSSE	DÉPENDANCE UKRAINIENNE	DÉPENDANCE TOTALE
Erythrée/3,6 millions.	60%	40%	100%
Kazakstan /19,2 millions.	98%		
Mongolie/ 3,3 millions.	98%		
Azerbaïdjan /10,3 millions.	95%		
Géorgie/ 3,9 millions.	95%		
Somalie/16,8 millions.	40%	50%	90%
Seychelles /0,5 million.		90%	
Biélorussie /9,5 millions.	90%		
Kirghistan/6,7 millions.	90%		
Turquie/84 millions.	65%	20%	85%
RD Congo/86,8 millions.	80%	5%	85%
Finlande /5,3 millions.	85%		
Egypte/106 millions.	55%	25%	80%
Liban/6,9 millions.	15%	60%	75%
Madagascar/29 millions.	50%	25%	75%
Bénin/11,8 millions.	70%		
Albanie /2,8 millions.	60%	5%	65%
Congo/5,5 millions.	65%		
Tanzanie/60 millions.	60%		
Libye/6,8 millions.	20%	40%	60%
Pakistan/229 millions.	22%	38%	60%
Libéria/5,3 millions.	60%		
Rwanda/13 millions.	56%		
Namibie /13,6 millions.	56%		
Sénégal /16,3 millions.	52%	4%	56%
Mauritanie /4,9 millions.	8%	48%	56%

Source FAO.

L'analyse globale de ce tableau distingue trois groupes de pays :

- ceux où la dépendance totale est comprise entre 90% et 100%, soit 9 pays : Erythrée, Kazakstan, Mongolie, Azerbaïdjan, Géorgie, Somalie, Seychelles, Biélorussie et Kirghistan ;
- ceux où la dépendance totale est comprise entre 75% et 85%, soit 7 pays : Turquie, RD Congo, Finlande, Egypte, Liban, Madagascar et Bénin ;
- ceux où la dépendance est comprise entre 56% et 65%, soit dix pays : Albanie, Congo, Tanzanie, Libye, Pakistan, Libéria, Rwanda, Namibie, Sénégal et Mauritanie.

Parmi ces 26 pays, 6 ont ou ont eu des liens historiques directs avec Moscou : Kazakstan, Mongolie, Azerbaïdjan, Géorgie, Biélorussie, Kirghistan ; trois sont Européens (Turquie, Finlande et Albanie) ; un seul est asiatique, le plus peuplé, le Pakistan. Restent, donc, 16 Etats, tous du continent africain, qu'il nous faut maintenant étudier dans le détail.

B. Une dépendance africaine qui concerne vingt pays, à des degrés divers

On distinguera les pays directement dépendants du blé russe et ukrainien, et ceux qui, comme l'Algérie, le Maroc et la Tunisie, vont être très impactés par les conséquences de cette guerre.

1. Les seize pays africains les plus directement dépendants du blé russe et ukrainien

Ce sont ceux du tableau 3. Voyons, pour chacun d'entre eux, sa population, son degré de dépendance et la répartition de cette dépendance entre la Russie et l'Ukraine.

L'Erythrée, de 3,6 millions d'habitants, est le seul pays africain dépendant à 100% dans ses importations du blé russe et ukrainien, avec une contribution russe de 60% et ukrainienne de 40%. Viennent, ensuite, deux pays dépendant à 90 % du blé russe et ukrainien. Ces deux pays, la Somalie et les Seychelles, respectivement de 16,8 millions et de 0,5 million d'habitants, ont en commun d'être majoritairement dépendants du blé ukrainien : à 90% pour les Seychelles, contre 50% pour la Somalie.

Cinq autres pays africains ont une dépendance comprise entre 70 et 85 %. Toujours par dépendance décroissante, on trouve la RD Congo (86,6 millions d'habitants) dépendante à hauteur de 85% du blé russe et de 5% du blé ukrainien, et l'Egypte (106 millions d'habitants) d'une dépendance globale à hauteur de 80%, soit 55% du blé russe et 25% du blé ukrainien. Un autre pays a une dépendance globale de 75% : le Madagascar (29 millions d'habitants) à hauteur de 50% pour le blé russe et 25% pour le blé ukrainien. Enfin, un seul pays, le Bénin (11,8 millions de d'habitants), dépendant uniquement du blé russe à hauteur de 70%.

Restent 8 pays dont la dépendance est comprise entre 65 et 56 %. A 65%, un seul pays, le Congo (5,5 millions d'habitants) dépend à 65% du seul blé russe. Trois pays -la Tanzanie (60 millions d'habitants, la Libye (6,8 millions) et le Libéria (5, 3 millions)-, dépendent à hauteur de 60%, soit du blé russe, soit du blé ukrainien. La Tanzanie, à hauteur de 60% du seul blé russe ; la Libye, à hauteur de 20% pour le blé russe et de 40 % pour le blé

ukrainien, et le Libéria, à hauteur de 60% du seul blé russe. Restent quatre pays : le Rwanda (une population de 13 millions d'habitants) ; la Namibie (13,6 millions) ; le Sénégal (16,3 millions) et la Mauritanie (4,9 millions). Quatre pays dont la dépendance du blé russe et ukrainien est estimée à 56%, répartie comme suit : 56% pour le seul blé russe, le Rwanda et la Libye, soit 52% pour le blé russe et 4% pour le blé ukrainien, au Sénégal, 8% pour le blé russe et 48% pour le blé ukrainien en Mauritanie.

Au total, ce sont 16 pays africains regroupant 374 millions d'habitants, soit près de 40% de la population africaine, qui dépendent donc à 56% et plus du blé russe et ukrainien. C'est considérable. D'autant plus considérable que d'autres pays africains, dont la dépendance du blé russe et ukrainien est inférieure à 50% ne sont pas pris en compte par cette approche. C'est le cas de l'Algérie, du Maroc et du Nigeria. Trois pays qui, concernant leurs importations de blé, sont respectivement au deuxième, troisième et quatrième rangs africains. Ce qui nous conduit à préciser maintenant la dépendance aux importations de blé, quel que soit le pays fournisseur.

2. L'Algérie, le Maroc et le Nigeria importent plus de 17 Ms de tonnes de blé, majoritairement ni russe ni ukrainien

L'Algérie est le second importateur africain de blé, derrière l'Egypte, avec des exportations estimées sur la campagne 2021/2022 à 7,7 M, qui s'ajoutent aux 3,6 Mt produites sur le sol algérien. Production algérienne en retrait de 1 Mt par rapport à la campagne de 2020/2021, du fait de conditions climatiques très défavorables. En 2021, les principaux fournisseurs de l'Algérie sont européens, la France et l'Allemagne, essentiellement. Mais depuis 2021, l'Algérie s'est rapprochée de la Russie pour évincer les exportateurs européens, français particulièrement. Cela va prendre du temps, pas sûr que l'invasion de l'Ukraine accélère le rapprochement.

Le Maroc, troisième importateur de blé du continent, produit du blé en quantité variable selon les conditions climatiques. Ainsi, en 2021, de bonnes conditions climatiques ont permis de réduire les importations de blé de 0,7 Mt, passant sous la barre des 5 Mt, estimées à 4,5 Mt. Ce qui caractérise les importations marocaines, c'est la diversité des fournisseurs. Ainsi, on y trouve l'Ukraine (25%), la Russie (11%), la France (40%) et le Canada pour la quasi-totalité de l'importation du blé dur.

Le Nigeria, pays le plus peuplé du continent, voit ses importations de blé augmenter régulièrement depuis deux ans, dépassant désormais les 5 Mt, avec des estimations de 5,5 Mt pour la campagne 2020/2021. Comme pour le Maroc, la diversité des fournisseurs doit être soulignée : sur les 5,5 Mt importées, 1 Mt viendront de l'UE, 0,8Mt de la Russie, 0,7Mt du Canada et seulement 0,6Mt des Etats-Unis. Si on rappelle que durant la campagne 2010/2011 les importations de blé américain représentaient 90% de l'ensemble, on mesure le chemin parcouru.

Les crises révèlent toujours les faiblesses des économies et en amplifient les effets. Et dans le cas présent, l'absence de diversification des approvisionnements en blé, se limitant à la Russie et à l'Ukraine, montre ses limites. A l'inverse, la diversification d'approvisionnement, dont ont fait preuve l'Algérie, le Maroc et le Nigeria est à souligner. Mais, globalement, c'est près de 700 millions de personnes qui vont être directement impactées pour leur consommation de blé par leur dépendance du blé russe et /ou ukrainien.

CONCLUSION GÉNÉRALE

La guerre en Ukraine impacte durement le marché mondial du blé de par l'importance des exportations provenant de la Russie et de l'Ukraine, environ 30% des exportations mondiales. Et la paralysie des grands ports de la mer d'Azov et de la mer Noire, déséquilibrant gravement les échanges mondiaux, n'arrangent rien.

Bien au contraire. A l'heure où nous écrivons, nous ne savons pas quand la guerre se terminera et comment elle se terminera. Mais, nous savons que cette crise va impacter durablement l'approvisionnement en blé et son prix. Ce que nous appelons une crise à double volet : l'approvisionnement et le prix. Celui de l'approvisionnement, tout d'abord, compte tenu du nombre de pays africains dépendant du blé russe et ukrainien, un sur deux selon la CNUCED (Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement). Parmi ces pays, ceux qui risquent d'en connaître rapidement les conséquences pour leur approvisionnement sont, bien sûr, l'Égypte, la RD Congo et la Tanzanie, les plus peuplés. Mais, globalement, c'est l'ensemble des pays subsahariens qui inquiètent grand nombre d'experts, compte tenu de stocks bas, avant la crise. Concernant les pays d'Afrique du Nord, deux sont particulièrement menacés par cette crise : la Libye et la Tunisie. La Libye qui dépend pour ses approvisionnements de l'Ukraine à 60% et de la Russie à 15%, et qui doit trouver en urgence des alternatives, étant au bord de la rupture de stock de blé, estimé à un mois. Ajoutons à cela la crise de liquidités à laquelle est confronté le pays, ce qui dramatise encore la situation. Du côté tunisien, du fait d'une importante contreperformance agricole de la dernière campagne agricole, les importations de blé devraient progresser de 33%, atteignant un niveau record de 2,5 Mt. Dans ce pays, les importations de blé représentent 50% des importations alimentaires du pays, les stocks sont de quatre mois, mais la crise de liquidités du pays complique, comme pour la Libye, le financement de ce marché.

Concernant le volet prix, entre avril 2021 et fin mars, le cours du blé tendre est passé de 230 euros à un niveau record de 376 euros. Mais cette envolée des cours du blé commence dès août 2021, avec des cours atteignant 270 euros, dépassant les 300 euros en décembre 2021, pour retomber ensuite aux alentours de 270/280 euros, jusqu'à février 2022, pour s'accélérer ensuite. Première remarque, la crise ukrainienne n'est pas à l'origine de cette flambée des cours mais l'a amplifiée. Comme cela a été déjà constaté lors de la crise financière de mars 2008, la tonne de blé atteignant alors 292 euros, ou lors du printemps arabe, la tonne de blé rebondissant à 277 euros.

Le marché du blé est soumis à l'offre et à la demande. Quand l'offre se trouve virtuellement amputée de 30%, la demande ne diminuant pas, la hausse répond donc à une logique de marché. On peut même penser qu'elle est, toutes choses égales par ailleurs, relativement limitée si on la compare à l'envolée des cours pétroliers et gaziers. Pour compenser la diminution de l'offre russe et ukrainienne, il faut de meilleures récoltes et/ou augmenter l'offre européenne, canadienne et américaine. Mais cela prend du temps et dépend aussi de l'évolution du conflit. Côté demande, on assiste à deux mouvements contradictoires : celui d'une augmentation, consécutive à la paupérisation des pays émergents impactés par la crise, entraînant une consommation accrue de pain. Mais, aussi, celui d'un prix limite au-dessus duquel ces pays émergents ne peuvent plus acheter. C'est le pire des scénarios. Pas à exclure totalement si on ajoute à l'augmentation du prix du blé, celui de son transport, impacté lui aussi fortement par la crise ukrainienne, n'ayant d'ailleurs pas, lui aussi, attendu cette crise pour voir son coût augmenter sérieusement.

RECOMMANDATIONS

Cette crise met en évidence la nécessité de toujours diversifier ses approvisionnements et de conserver, si possible, la souveraineté nationale dans des domaines aussi sensibles que l'alimentaire.

- Diversifier ses approvisionnements, c'est ce qu'a su faire le Maroc et le Nigeria, par exemple. C'est malheureusement ce que n'a pas su faire l'Égypte. Quelle que soit la qualité des alliances au moment où on confie à d'autres pays sa souveraineté alimentaire, ne jamais oublier qu'elles peuvent évoluer, se détériorer.
- Conserver sa souveraineté alimentaire, c'est avoir une agriculture privilégiant d'abord les cultures vivrières, le blé en est une, lorsqu'on a la chance de pouvoir le faire. C'est ce que n'a pas fait l'Algérie, qui fut à un moment de son histoire le grenier à blé de l'Europe.

À propos de l'auteur, Henri-Louis Védie

Docteur d'état en sciences économiques (Paris Dauphine) et diplômé d'études supérieures de droit (Paris I), Henri Louis VEDIE est Professeur émérite (Groupe HEC Paris). Auteur d'une quinzaine d'ouvrage, dont les derniers ont été consacrés aux fonds souverains et à l'économie marocaine, d'une dizaine d'ouvrages collectifs, des dizaines d'articles, parfois en anglais, en espagnol et en arabe. Ces activités d'enseignement l'ont été principalement à HEC, mais l'ont conduit aussi à Moscou, à Varsovie, à Budapest, à Abou Dhabi, à Rabat... Henri Louis VEDIE a été également Consultant au Conseil de l'Europe et membre de section au Conseil Economique et Social.

À propos de Policy Center for the New South

Le Policy Center for the New South: Un bien public pour le renforcement des politiques publiques. Le Policy Center for the New South (PCNS) est un think tank marocain dont la mission est de contribuer à l'amélioration des politiques publiques, aussi bien économiques que sociales et internationales, qui concernent le Maroc et l'Afrique, parties intégrantes du Sud global.

Le PCNS défend le concept d'un « nouveau Sud » ouvert, responsable et entreprenant ; un Sud qui définit ses propres narratifs, ainsi que les cartes mentales autour des bassins de la Méditerranée et de l'Atlantique Sud, dans le cadre d'un rapport décomplexé avec le reste du monde. Le think tank se propose d'accompagner, par ses travaux, l'élaboration des politiques publiques en Afrique, et de donner la parole aux experts du Sud sur les évolutions géopolitiques qui les concernent. Ce positionnement, axé sur le dialogue et les partenariats, consiste à cultiver une expertise et une excellence africaines, à même de contribuer au diagnostic et aux solutions des défis africains. [Read more](#)

Les opinions exprimées dans cette publication sont celles de l'auteur.

Policy Center for the New South

Building C, Suncity Complex, Al Bortokal Street Hay Riad 10100 - Rabat

Email : contact@policycenter.ma

Phone : +212 (0) 537 54 04 04 / Fax : +212 (0) 537 71 31 54

Website : www.policycenter.ma

